Les crédits

Nous réclamons l'abolition de bien d'autres échappatoires, à commencer par la déduction des dépenses d'entreprise et des frais de représentation. On nous répond toujours la même chose, que nous devons être concurrentiels. Même cet argument que je rejette ne tient pas—à supposer que nous prenions le gouvernement au sérieux pour une fois—car il y a d'autres pays avec qui nous sommes en concurrence qui n'accordent pas des déductions de ce genre aussi généreuses. Il y a d'autres pays avec qui nous sommes en concurrence, comme les États-Unis, qui imposent davantage les successions.

Nous ne demandons pas au gouvernement d'imiter les autres pays. Nous remettons simplement en question cet étrange ascendant qu'ont les magnats de la finance sur ce gouvernement à l'heure actuelle.

M. Angus: Ils en sont propriétaires.

M. Blaikie: Ils en sont propriétaires, dit le député de Thunder Bay—Atikokan.

M. Harvey (Edmonton—Est): Ils étaient propriétaires du gouvernement libéral précédent.

M. Blaikie: Comme le député d'Edmonton—Est le dit, ils étaient propriétaires du gouvernement libéral précédent.

C'est bien étrange. J'attends qu'un député libéral se lève un de ces jours pour demander au gouvernement pourquoi il fait cela et le presser de cesser. Quel député libéral s'est levé pour presser le gouvernement de ne pas prendre cette mesure?

M. Boudria: George Baker l'a fait.

M. Blaikie: Le député dit qu'un député libéral l'a fait. Ce n'est certainement pas le porte-parole officiel de son parti pour les questions fiscales. Nous attendons la question. Je comprends qu'il ait été fait allusion à ce député parce que ce dernier a la réputation de défendre les défavorisés et qu'il est ainsi minoritaire au sein de son propre parti. Cela a-t-il été fait officiellement au nom du Parti libéral? Nous attendons la réponse avec impatience.

Je voudrais maintenant revenir brièvement sur la question de la déduction des dépenses d'entreprise et des frais de représentation parce qu'on insiste beaucoup dans les milieux de droite sur le fait qu'il faut veiller à ce que les Canadiens moyens n'exploitent pas le système, qu'ils ne touchent pas de prestations d'assurance-chômage auxquelles ils n'ont pas droit, qu'ils ne touchent pas plus que leur part légitime d'aide sociale. Ce sont là des préoccupations légitimes. Personne ne veut que le système soit exploité.

Pourquoi ne se préoccupe-t-on pas autant, comme l'a dit Neil Brooks, un spécialiste de l'Université York, de la fraude qui a cours pendant un match des Blue Jays, et qui est pire que partout ailleurs. Les grandes sociétés achètent des tas de billets d'abonnement et déduisent leur coût de leur impôt au titre des dépenses d'entreprise, même si ces billets sont tout bonnement des cadeaux à la famille et aux amis et qu'ils ont très peu à voir avec des dépenses d'entreprise.

Pourquoi certains groupes de gens dans notre pays peuvent-ils déduire ce genre de dépenses, alors que des travailleurs ordinaires ne peuvent pas déduire le coût de leurs outils? Je pense aux enseignants qui ne peuvent pas déduire certains articles dont ils ont besoin pour travailler. Je pourrais vous donner des centaines d'exemples comme ça de gens qui font plus dans la vie que brasser des affaires et s'enrichir grâce à des fusions et autres tours de passe-passe, mais qui n'ont pas droit aux déductions de leurs frais. Pourtant, une très petite minorité de gens peuvent profiter de ces énormes déductions en achetant des abonnements de baseball ou de hockey. C'est ce genre de choses, franchement, que j'aimerais que les Canadiens dénoncent.

Lorsque les gens entendent parler d'une fraude de l'aide sociale ou quelque chose du genre, ça les scandalise. Le téléphone n'arrête pas de sonner dans mon bureau de circonscription. J'aimerais que les gens réagissent aussi vivement lorsqu'ils se font exploiter par les échelons supérieurs de l'échelle sociale. Je pense, moi, que ces façons d'exploiter le système méritent plus d'attention parce qu'elles portent sur des sommes incroyables.

Une autre chose dont j'aimerais parler, étant donné qu'elle fait l'objet d'un budget supplémentaire, c'est l'argent que le Canada consacre à l'option nucléaire par l'intermédiaire d'Énergie atomique du Canada Ltée et de la Commission de contrôle de l'énergie atomique. Je vois ici un budget supplémentaire de 177 605 000 \$ pour l'EACL et de 37 934 000 \$ pour la CCEA.

Sans vouloir m'engager dans le débat plus vaste, à savoir si l'énergie nucléaire est une source d'énergie de remplacement appropriée pour le Canada, ce que je rejette—et que j'ai dit clairement dans mon projet de loi d'initiative parlementaire, qui a été débattu et rejeté à la Chambre il n'y a pas longtemps—je voudrais dire que nous avons une préoccupation particulière, que je soulèverai peut-être plus tard pendant la période de questions, au sujet de rapports rendus publics ce matin et qui portent sur une étude menée au Nouveau-Brunswick. On y traite des dangers que risque de poser la centrale nucléaire de Pointe-Lepreau, dans cette province, et du